



DEMANDE DE PROPOSITIONS (DP)

NOM ET ADRESSE DE L'ENTREPRISE	DATE: April 1, 2022
	RÉFÉRENCE: RFP 003 PNUD_2022_Cabinet_ZLECAf

Monsieur/ Madame,

Nous vous prions de bien vouloir soumettre votre proposition pour le :

Recrutement d'un cabinet national pour la réalisation d'une étude d'identification des produits à fort potentiel d'exportation au Togo dans le cadre de la ZLECAf.

Veillez-vous laisser guider par le formulaire ci-joint en tant qu'annexe 2, lors de la préparation de votre proposition.

Les propositions doivent être soumises par courriel avec comme objet « **RFP 003 PNUD_2022_Cabinet_ZLECAf** » à l'adresse procurement.tg@undp.org au plus tard : **Friday, April 22, 2022** **Friday, April 22, 2022**

Votre proposition doit être exprimée en **français**, et valide pour une période minimale de **120 jours**

Lors de la préparation de votre proposition, il est de votre responsabilité de vous assurer qu'elle parvienne à l'adresse ci-dessus au plus tard à la date limite indiquée plus haut. Les propositions reçues par le PNUD après la date limite indiquée ci-dessus, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en considération pour évaluation. Si vous soumettez votre proposition par e-mail, veuillez-vous assurer qu'elle est signée et est en format .PDF, et exempt de virus ou de fichiers corrompus.

Les services proposés sont examinés et évalués sur la base de l'exhaustivité et de la conformité de la proposition et de la réactivité aux exigences de la Demande de Proposition et de toutes les autres annexes fournissant des détails sur les exigences du PNUD.

La proposition qui répond à toutes les exigences, répond à tous les critères d'évaluation et offre le meilleur rapport qualité-prix sera sélectionnée et se verra attribuer le contrat. Toute offre qui ne répond pas aux exigences sera rejetée.

Tout écart entre le prix unitaire et le prix total est recalculé par le PNUD, et le prix unitaire prévaut, et le prix total est corrigé. Si le fournisseur de services n'accepte pas le prix final sur la base du nouveau calcul et de la correction des erreurs par le PNUD, sa proposition sera rejetée.

Aucune variation de prix due à l'escalade, à l'inflation, à la fluctuation des taux de change ou à tout autre

facteur de marché ne sera acceptée par le PNUD après réception de la Proposition. Au moment de l'attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de faire varier (augmenter ou diminuer) la quantité de services et/ou de biens, jusqu'à un maximum de vingt-cinq pour cent (25 %) de l'offre totale, sans modification du prix unitaire ou d'autres conditions générales.

Tout Contrat ou Bon de commande qui sera émis à la suite de la présente RFP sera soumis aux Conditions Générales ci-jointes. Le simple fait de soumettre une Proposition implique que le Prestataire accepte sans réserve les Conditions Générales du PNUD, ci-jointes en annexe 3.

Veuillez noter que le PNUD n'est pas tenu d'accepter une Proposition, ni d'attribuer un contrat ou un bon de commande, ni d'être responsable des coûts associés à la préparation et à la soumission d'une Proposition par un Fournisseur de services, quels que soient le résultat ou la manière dont le processus de sélection est mené.

La procédure de protestation des fournisseurs du PNUD vise à donner la possibilité de faire appel à des personnes ou à des entreprises qui n'ont pas fait l'objet d'un appel dans le cas d'un processus de passation de marchés concurrentiels. Dans le cas où vous pensez que vous n'avez pas été traité équitablement, vous pouvez trouver des informations détaillées sur les procédures de protestation des fournisseurs dans le lien suivant :

<http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/business/protest-and-sanctions.html>

Le PNUD encourage tous les fournisseurs de services potentiels à prévenir et à éviter les conflits d'intérêts, en divulguant au PNUD si vous, ou l'un de vos affiliés ou personnel, avez participé à la préparation des exigences, de la conception, des estimations de coûts et d'autres informations utilisées dans cette demande de propositions.

Le PNUD applique une tolérance zéro à l'égard de la fraude et d'autres pratiques interdites, et s'engage à prévenir, identifier et traiter tous ces actes et pratiques contre le PNUD, ainsi que les tiers participant aux activités du PNUD. Le PNUD attend de ses prestataires de services qu'ils adhèrent au Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies qui se trouve dans ce lien :

https://www.un.org/Depts/ptd/sites/www.un.org.Depts.ptd/files/files/attachment/page/pdf/unsc/conduct_english.pdf

Merci et nous sommes impatients de recevoir votre proposition.

Cordialement,

Mactar FALL
Représentant Résident Adjoint
4/1/2022

Description des exigences

Contexte de l'exigence	<p>L'Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) signé par 54 pays africains dont le nôtre vise à créer un marché unique pour les marchandises, les services, et favoriser la circulation des personnes afin d'approfondir l'intégration économique du continent africain conformément à la vision panafricaine d'une « Afrique intégrée, prospère et pacifique » tel qu'énoncé dans l'Agenda 2063. Il est entré dans sa phase opérationnelle le 1er janvier 2021.</p> <p>L'Accord couvre le commerce des biens et services, les investissements, les droits de propriété intellectuelle et la politique de la concurrence. En éliminant les droits de douane et les obstacles non tarifaires, cela permet de remédier à la fragmentation des marchés africains.</p> <p>L'intégration de ces marchés contribue à créer un environnement propice aux gains d'efficacité grâce aux économies d'échelle, à une concurrence accrue, qui permet aux pays de mieux accéder aux ressources (main-d'œuvre, capital et technologies) et de les utiliser plus efficacement. Cela va à terme booster une plus grande diversification des économies africaines et la promotion de chaînes de valeur régionales.</p> <p>Pour la mise en œuvre de cet accord, le Gouvernement togolais a bénéficié de l'assistance technique de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) pour l'élaboration et la validation d'une Stratégie nationale assortie d'une matrice d'actions de mise en œuvre. Cette stratégie sert de base à des interventions politiques accélérées afin que tous les acteurs bénéficient de la ZLECAf tout en limitant les effets néfastes qui pourraient en découler.</p> <p>La mise en œuvre de cette stratégie constitue pour l'économie togolaise, un moteur clé de la croissance économique, de la promotion des investissements et de l'industrialisation conformément au Plan national de développement et la nouvelle feuille de route gouvernementale 2025 du Togo qui passe par des ajustements à l'échelle nationale et sous régionale.</p> <p>L'accroissement du volume des échanges intra-africains entraîne l'augmentation de la production nationale, les partenariats entre les pays africains, et permet aux Etats de tirer meilleure partie de l'Accord. Le secteur privé qui constitue le moteur de l'économie nationale et le pourvoyeur d'emplois est au cœur de la réussite de cette ZLECAf et devra bénéficier des accompagnements afin d'être plus dynamique.</p> <p>Les négociations sur les concessions tarifaires ont permis de classer tous les produits du système harmonisé (SH) douanier en trois catégories à savoir catégorie A, B et C. La catégorie A regroupe les produits dont le démantèlement a débuté le 1er janvier 2021. Elle couvre 90% des lignes tarifaires du SH la catégorie B regroupe les produits dits « sensibles » dont le démantèlement va commencer à partir de la 6ème année. Elle couvre 7% des lignes tarifaires du SH. La catégorie C regroupe les produits exclus des négociations de démantèlement.</p> <p>Les opérateurs économiques auront besoin de savoir si leurs produits lors de l'exportation ou de l'importation bénéficieront ou non d'un traitement préférentiel.</p> <p>Pour permettre au secteur privé togolais de disposer de ces informations détaillées et utiles relatives au bénéfice du traitement préférentiel, il est important de renforcer leurs capacités par des formations et des sensibilisations.</p> <p>C'est ainsi que le Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale organise, en partenariat avec le PNUD et la BAD, une importante activité, à</p>
------------------------	---

	savoir : la réalisation d'une étude d'identification des produits à fort potentiel d'exportation dans le contexte de la libéralisation tarifaire dans la ZLECAf en prenant en considération le processus de la CEDEAO relatif à l'union tarifaire de la zone.
Partenaire d'exécution du PNUD	N/A
Brève description des services requis ¹	<p>le cabinet devra réaliser une étude répondant aux objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) produire une analyse de l'univers des produits (ceux pré-identifiés et éventuellement ceux non encore identifiés) ; ii) réaliser un exercice de priorisation de ces produits sur la base de critères à établir ; iii) étudier en profondeur les chaînes de valeurs (CV) les plus prometteuses ; iv) constituer une base de données des produits à fort potentiel d'exportation <p>L'objectif général est de fournir un ensemble d'informations et données probantes devant permettre au Togo l'identification des produits à fort potentiel d'exportation dans le cadre de la ZLECAf en vue de faciliter le positionnement des entreprises nationales et des PME sur les marchés régionaux et continentaux.</p> <p>De façon spécifique, il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réaliser une étude en vue de permettre aux acteurs togolais d'identifier les produits à fort potentiel d'exportation dans le contexte de la libéralisation tarifaire dans la ZLECAf en prenant en considération le processus de la CEDEAO relatif à l'union tarifaire de la zone; • S'assurer que l'étude tienne compte des produits éligibles dans la catégorie des 90% des lignes tarifaires dans le cadre de la ZLECAf, et de la compétitivité du secteur privé national incluant les PME, les femmes promotrice et les jeunes entrepreneurs sur le marché régional ; • Accorder une attention aux produits ayant une forte valeur ajoutée sur l'implication des femmes dans la ZLECAf ;
Liste et description des extrants attendus à livrer (Livrables)	<p>A l'issue de l'étude, le ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une base analytique des offres des entreprises nationales, des PME, des femmes promotrices et des jeunes entrepreneurs dans le cadre du marché régional. • Une liste de produits à fort potentiel d'exportation dans le contexte de la libéralisation tarifaire dans la ZLECAf
Personne pour superviser le	

¹ Un cahier des charges détaillé peut être joint si les informations énumérées dans la présente annexe ne sont pas suffisantes pour décrire pleinement la nature des travaux et d'autres détails des exigences.

travail et le rendement du fournisseur de services	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, la BAD et le PNUD											
Fréquence des rapports	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Rapport de démarrage incluant la méthodologie de travail et un chronogramme précis d'activité</i> • <i>Rapport provisoire sur l'étude d'identification des produits à fort potentiel d'exportation au Togo</i> • <i>Rapport final avec la base analytique des offres des entreprises nationales, des PME, des femmes promotrices et des jeunes entrepreneurs dans le cadre du marché régional</i> 											
Exigences en matière de rapports d'étape	En français courant											
Lieu de travail	<input checked="" type="checkbox"/> Adresse(s) exacte(s) Lomé <input type="checkbox"/> Chez l'entrepreneur											
Durée prévue des travaux	30 jours ouvrables											
Date de début prévisionnelle	Mai/2022											
Dernière date d'achèvement	Août/2022											
Voyages prévus	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Destination(s)</th> <th>Durée estimée</th> <th>Brève description du but du voyage</th> <th>Date(s) cible(s)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>N/A</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>				Destination(s)	Durée estimée	Brève description du but du voyage	Date(s) cible(s)	N/A			
Destination(s)	Durée estimée	Brève description du but du voyage	Date(s) cible(s)									
N/A												
Exigences particulières en matière de sécurité (En cas de voyage)	<input type="checkbox"/> Habilitation de sécurité de l'ONU avant le voyage <input type="checkbox"/> Achèvement de la formation de base et avancée en matière de sécurité de l'ONU <input type="checkbox"/> Assurance voyage complète <input type="checkbox"/> Autrui <i>[pls. préciser]</i>											
Installations à fournir par le PNUD (c.-à-d. doivent être exclues de la proposition de prix)	<input type="checkbox"/> Espaces et installations de bureaux <input type="checkbox"/> Services d'impression et de photocopie <input type="checkbox"/> Transport terrestre <input type="checkbox"/> Autrui <i>[pls. préciser]</i>											
Calendrier de mise en œuvre indiquant la répartition et le calendrier des activités/sous-activités	<input checked="" type="checkbox"/> Obligatoire <input type="checkbox"/> Non requis											
Noms et curriculum vitae des personnes	<input checked="" type="checkbox"/> Obligatoire											

qui participeront à l'exécution des services	<input type="checkbox"/> Non requis			
Monnaie de la proposition	<input type="checkbox"/> Dollars des États-Unis <input type="checkbox"/> Euros <input checked="" type="checkbox"/> Monnaie locale FCFA			
Taxe sur la valeur ajoutée sur la proposition de prix ²	<input type="checkbox"/> doit inclure la TVA et les autres impôts indirects applicables <input checked="" type="checkbox"/> doit être hors TVA et autres impôts indirects applicables			
Période de validité des propositions (<i>comptage pour le dernier jour de soumission des devis</i>)	<input type="checkbox"/> 60 jours <input type="checkbox"/> 90 jours <input checked="" type="checkbox"/> 120 jours Dans des circonstances exceptionnelles, le PNUD peut demander au Proposant de prolonger la validité de la Proposition au-delà de ce qui a été initialement indiqué dans la présente DP. La Proposition confirmera ensuite la prolongation par écrit, sans aucune modification de quelque nature que ce soit sur la Proposition.			
Cotations partielles	<input checked="" type="checkbox"/> Non autorisé <input type="checkbox"/> Autorisé [<i>pls. fournir des conditions pour les devis partiels et s'assurer que les exigences sont correctement énumérées pour permettre les devis partiels (par exemple, en lots, etc.)</i>]			
Modalités de paiement ³	Extrants	Pourcentage	Timing	Condition de libération du paiement
	Rapport de démarrage	20%		Dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle les conditions suivantes sont réunies : a) L'acceptation écrite par le PNUD (c'est-à-dire non la simple réception) de la qualité des résultats; et b) Réception de la facture du Prestataire.
	Rapport provisoire	50%		
	Rapport final	30%		
Personne(s) pour examiner/inspecter/approuver	Ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, la BAD et le PNUD			

² Le statut d'exonération de la TVA varie d'un pays à l'autre. Pls. vérifier tout ce qui est applicable au CO du PNUD/BU nécessitant le service.

³ La préférence du PNUD est de ne pas payer quelconque quantité En avance lors de la signature du contrat. Si le fournisseur de services exige strictement le paiement En avance, il ne sera limité qu'à 20% du prix total indiqué. Pour tout pourcentage plus élevé, ou tout montant avancé supérieur à 30 000 \$, Le PNUD exige le Service Provider pour soumettre une banque garantie ou chèque bancaire à l'ordre du PNUD, en le même montant que le paiement avancé par le PNUD au prestataire de services.

les livrables/service s terminés et autoriser le décaissement du paiement											
Type de contrat à signer	<input type="checkbox"/> Bon de commande <input type="checkbox"/> Contrat institutionnel <input checked="" type="checkbox"/> Contrat de services professionnels <input type="checkbox"/> Accord à long terme ⁴ <i>(si LTA doit être signé, précisez le document qui déclenchera l'appel. Par exemple, PO, etc.)</i> <input type="checkbox"/> Autre type de contrat <i>[pls. préciser]</i>										
Critères d'attribution des contrats	<input type="checkbox"/> Devis le plus bas parmi les offres techniquement réactives <input checked="" type="checkbox"/> Score combiné le plus élevé (basé sur l'offre technique de 70% et la répartition du poids du prix de 30%) <input checked="" type="checkbox"/> Acceptation pleine et entière des Conditions Générales du Contrat PNUD (CGCCGC). Il s'agit d'un critère obligatoire et ne peut être supprimé quelle que soit la nature des services requis. La non-acceptation des CGCCGC peut être un motif de rejet de la Proposition.										
Critères d'évaluation de la proposition	<p>L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques sera faite avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières des candidats qualifiés.</p> <p style="text-align: center;">1. Évaluation technique</p> <p>Les cabinets seront évalués conformément à la grille ci-dessous :</p> <p>Seuls les candidats ayant obtenu au moins 70% des points à l'issue de l'évaluation technique seront pris en compte pour l'évaluation financière</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="text-align: left;">Critères d'éligibilités du Cabinet</th> <th style="text-align: center;">Oui/non</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Le Cabinet devra avoir les expériences avérées suivantes :</td> <td></td> </tr> <tr> <td>au moins 5 ans d'expériences avec des références dans la conduite des études sur les produits à fort potentiel d'exportation</td> <td style="text-align: center;">Oui/non</td> </tr> <tr> <td>avoir réalisé au moins trois (3) missions similaires (Fournir les attestations de bonne fin d'exécutions est indispensable)</td> <td style="text-align: center;">Oui/non</td> </tr> <tr> <td>avoir bonne maîtrise des circuits commerciaux des produits au niveau local, sous régional et international</td> <td style="text-align: center;">Oui/non</td> </tr> </tbody> </table>	Critères d'éligibilités du Cabinet	Oui/non	Le Cabinet devra avoir les expériences avérées suivantes :		au moins 5 ans d'expériences avec des références dans la conduite des études sur les produits à fort potentiel d'exportation	Oui/non	avoir réalisé au moins trois (3) missions similaires (Fournir les attestations de bonne fin d'exécutions est indispensable)	Oui/non	avoir bonne maîtrise des circuits commerciaux des produits au niveau local, sous régional et international	Oui/non
Critères d'éligibilités du Cabinet	Oui/non										
Le Cabinet devra avoir les expériences avérées suivantes :											
au moins 5 ans d'expériences avec des références dans la conduite des études sur les produits à fort potentiel d'exportation	Oui/non										
avoir réalisé au moins trois (3) missions similaires (Fournir les attestations de bonne fin d'exécutions est indispensable)	Oui/non										
avoir bonne maîtrise des circuits commerciaux des produits au niveau local, sous régional et international	Oui/non										

⁴ Période minimale d'un (1) an et peut être prolongée jusqu'à un maximum de trois (3) ans sous réserve d'une évaluation satisfaisante du rendement. Cette demande de propositions peut être utilisée pour les LTE si les achats annuels ne dépassent pas \$200,000.00.

Être capable de travailler en Français avec une bonne connaissance de l'Anglais.	Oui/non
Critères techniques	100 Points
Le Cabinet mettra en place le personnel suffisant et de qualité pour assurer les prestations requises et un travail de qualité pendant toute la durée de la mission. Le Cabinet devra proposer une équipe ayant au minimum les qualifications et profils clé suivante:	
Un chef de mission :	35 Points
Justifier d'une formation d'au moins de niveau minimum de BAC+5 en sciences économiques ou dans une discipline connexe	5 Points
Avoir au minimum 10 ans d'expérience dans la conduite des études	10 Points
Avoir réalisé au moins trois (3) missions similaires	15 Points
Justifier d'une bonne maîtrise des circuits commerciaux des produits au niveau local, sous régional et international	3 Points
Disposer de bonnes connaissances des défis, les atouts et les contraintes des organisations de producteurs et maîtriser l'univers de fonctionnement des Petites et moyennes entreprises	2 Points
Un expert statisticien	25 Points
Avoir au moins une formation de niveau BAC +5 en statistiques	5 Points
Disposer de 7 ans d'expérience ou plus dans la conduite des enquêtes quantitatives et qualitatives et dans le traitement des données secondaires	10 Points
Avoir réalisé au moins une mission similaire	10 Points
Approche méthodologique pertinente (5 pages maximum):	40 Points
Compréhension de la mission	10 Points
Méthodologie proposée	20 Points
Chronogramme de réalisation de la mission	10 Points

La note minimale pour la qualification technique est de 70 points sur 100.

La méthode combinée (70% pour l'offre technique et 30% pour l'offre financière) est retenue pour la sélection finale.

2. Évaluation Financière

La formule utilisée pour déterminer les scores financiers est la suivante :

$S_f = 100 \times F_m / F$, où S_f est le score financier, F_m est la proposition la moins-disante et F le prix de la proposition considérée.

3. Évaluation finale

La méthode combinée sera utilisée pour l'évaluation finale.

	<p>La notation finale sera la moyenne pondérée de la note technique et de la note financière avec les coefficients de pondération suivants : score technique (70%) et score financier (30%) ;</p> <p>La note totale (T) sera donc : $T = St \times 0,70 + Sf \times 0,30$</p>
Le PNUD attribuera le contrat à :	<input type="checkbox"/> Un seul et unique fournisseur de services <input type="checkbox"/> Un ou plusieurs fournisseurs des services, en fonction des facteurs suivants:
Conditions générales du contrat ⁵	<input checked="" type="checkbox"/> Conditions générales des contrats (biens et/ou services) <input type="checkbox"/> Conditions générales pour les contrats de minimis (services seulement, moins de 50 000 \$) Les conditions générales applicables sont disponibles à l'adresse suivante : http://www.undp.org/content/undp/en/home/procurement/business/how-we-buy.html
Annexes à la présente RFP ⁶	<input checked="" type="checkbox"/> Formulaire de soumission de la proposition (annexe 3) <input checked="" type="checkbox"/> TdR détaillé <input type="checkbox"/> Autrui ⁷ [pls. préciser]
Personne-ressource pour les demandes de renseignements (Demandes de renseignements écrites seulement) ⁸	<p>PNUD <i>clarification.tg@undp.org</i></p> <p>Tout retard dans la réponse du PNUD ne doit pas être utilisé comme motif de prolongation du délai de soumission, à moins que le PNUD ne détermine qu'une telle prolongation est nécessaire et ne communique un nouveau délai aux Proposants.</p>

⁵ Service P Les roviders sont avertis que la non-acceptation des termes des Conditions Générales de Vente (CGV) peut être un motif de disqualification de ce processus d'approvisionnement.

⁶ Lorsque l'information est disponible sur le Web, une URL pour l'information peut simplement être fournie.

⁷ Un mandat plus détaillé en plus du contenu de cette RFP peut être joint ci-après.

⁸ Cette personne de contact et cette adresse sont officiellement désigné par le PNUD. Si des demandes de renseignements sont envoyées à d'autres personnes ou adresses, même s'il s'agit de membres du personnel du PNUD, le PNUD n'a aucune obligation de répondre et ne peut pas non plus confirmer que la demande a été reçue.

<p>Autres informations</p> <p>Document à fournir</p> <p>Pour démontrer sa légalité et ses qualifications, chaque candidat (e) devra soumettre une offre qui comprendra les documents suivants :</p>	Offre	Documents	Description
	<p><u>Partie 1</u></p> <p>A: Pièces administratives</p>	Certificat d'immatriculation	Immatriculation au registre du commerce ou statuts ou toute autre pièce équivalente (Critère éliminatoire)
		Quitus fiscal	Une attestation de paiement (quitus fiscal) délivrée par l'administration fiscale attestant que le soumissionnaire est à jour de ses obligations fiscales ou une attestation d'exonération fiscale, si le soumissionnaire jouit d'un tel privilège (Critère éliminatoire)
		Quitus social	Une attestation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale attestant que le soumissionnaire est à jour de ses obligations (Critère éliminatoire)
		Profil de l'entreprise	Brève description du cabinet
	<p><u>Partie 1</u></p> <p>B: Offre Technique</p>	Note méthodologique bien détaillée pour l'exécution de la mission attendue	<p>Une brève méthodologie montrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ votre compréhension de la mission, ➤ la technologies et architecture du logiciel ➤ la méthodologie proposée et ➤ un chronogramme précis de la mise en œuvre de la mission
		Auto-déclaration écrite	Auto-déclarations écrite indiquant que l'entreprise ne fait pas l'une des autres listes du Conseil de sécurité des Nations Unies 1267/1989, de la liste des divisions des achats des Nations Unies ou d'une autre liste d'inéligibilité des Nations Unies. Auto-

		déclarations écrite indiquant que l'entreprise ne fait pas l'une des autres listes du Conseil de sécurité des Nations Unies 1267/1989, de la liste des divisions des achats des Nations Unies ou d'une autre liste d'inéligibilité des Nations Unies.
	Lettre de manifestation d'intérêt	Une lettre d'intérêt, expliquant pourquoi vous considérez votre cabinet approprié pour ce travail
	Curriculum Vitae et P11	CV du personnel technique proposé pour ce projet. Les CV doivent souligner leurs compétences et expériences dans des projets similaires ; et références de travail - coordonnées (adresses e-mail) de référence (Entreprises pour lesquelles vous avez produites missions similaires). Téléchargé le formulaire P11 avec ce lien http://www.tg.undp.org/content/dam/togo/docs/P11_Personal_history_form.doc
	Attestations de disponibilité	Attestation de disponibilité signé par tout le personnel proposé
	Diplôme et attestation	Diplômes et attestations de tout le personnel proposé
	Projets similaires menés par le cabinet	La liste des projets menés par le cabinet avec les institutions internationales, banques, grandes sociétés étatiques, ou de nature similaire montrant son expertise dans la réalisation d'enquêtes d'enquêtes
	Preuve de missions	Fournir 3 attestations de bonne fin d'exécution ou tout autre document prouvant l'exécution de missions similaires

		similaires réalisées	
	Partie 2 : Offre Financière	Tableau des coûts	Selon les spécifications du cahier des charges
<p>NB : Veuillez suivre la démarche indiquée sur l'annexe 2 « FORMULAIRE DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION DU FOURNISSEUR DE SERVICES »</p>			

FORMULAIRE DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION DU FOURNISSEUR DE SERVICES⁹

(Ce formulaire doit être soumis uniquement à l'aide de l'en-tête/ papeterie officiel du fournisseur de services)¹⁰

[insérer : Location].

[insérer : Date]

À: [insert: Nom et adresse du point focal du PNUD]

Monsieur/Madame,

Nous, soussignés, proposons par la présente de fournir les services suivants au PNUD conformément aux exigences définies dans la RFP datée [préciser la date], et à toutes ses annexes, ainsi qu'aux dispositions des Conditions générales du contrat du PNUD :

A. Qualifications du fournisseur de services

Le prestataire de services doit décrire et expliquer comment et pourquoi il est la meilleure entité qui peut répondre aux exigences du PNUD en indiquant ce qui suit :

- a) Profil – décrivant la nature de l'entreprise, le domaine d'expertise, les licences, les certifications, les accréditations;*
- b) Licences commerciales – Certificat d'immatriculation, Quitus fiscal, Quitus social, etc.*
- c) Antécédents – liste des clients pour des services similaires à ceux requis par le PNUD, indiquant la description de la portée du contrat, la durée du contrat, la valeur du contrat, les références des contacts et les preuves;*
- d) Certificats et accréditation – y compris les certificats de qualité, les enregistrements de brevets, les certificats de durabilité environnementale, etc.*
- e) Auto-déclarassions écrite indiquant que l'entreprise ne fait pas l'une des autres listes du Conseil de sécurité des Nations Unies 1267/1989, de la liste des divisions des achats des Nations Unies ou d'une autre liste d'inéligibilité des Nations Unies.*

B. Méthodologie proposée pour l'achèvement des services

Le fournisseur de services doit décrire comment il traitera/fournira les demandes de la DP; fournir une description détaillée des caractéristiques essentielles de rendement, des conditions de déclaration et des mécanismes d'assurance de la qualité qui seront mis en place, tout en démontrant que la méthodologie proposée sera appropriée aux conditions locales et au contexte du travail.

C. Qualifications du personnel clé

⁹ Ceci sert de guide au fournisseur de services dans préparer la proposition.

¹⁰ Fonctionnaire Papier à en-tête/Papeterie doit indiquer les coordonnées – adresses, e-mail, Téléphone et les numéros de télécopieur – à des fins de vérification

Si l'appel d'offres l'exige, le fournisseur de services doit fournir :

- a) Noms et qualifications du personnel clé qui effectuera les services en indiquant qui est chef d'équipe, qui soutient, etc.;
- b) Les CV démontrant des qualifications, les attestations de travail et les diplômes ; et
- c) Confirmation écrite de chaque personnel qu'ils sont disponibles pour toute la durée du contrat.

D. Répartition des coûts par livrable*

	Livrables <i>[list them comme mentionné dans la demande de propositions]</i>	Pourcentage du prix total <i>(Poids pour paiement)</i>	Prix <i>(Montant forfaitaire, tout compris)</i>
2	Rapport de démarrage	20%	
3	Rapport provisoire	50%	
4	Rapport final	30%	
5	Total	100 %	

*C'est la base des tranches de paiement

E. Répartition des coûts par composante des coûts [Ceci n'est qu'un exemple]:

Description de l'activité	Unité	Quantité	Total
A. Réalisation de la mission			
Honoraire chef de mission			
Honoraire expert statisticien			
B. Autres coûts connexes (si applicable : Veuillez détailler)			

[Nom et signature de la personne autorisée du fournisseur de services]

[Désignation]

[Date]

NB :

1. Les parties A, B et C (offre technique) doivent être soumissionnées dans un même fichier et les parties D et E (Offre financière) doivent être soumissionnées dans un autre fichier et protégées par un mot de passe.

2. Les TDRs détaillés sont annexés à cette demande de proposition